

# 1

---

## Le passé et le futur de deux illusions

*Maurice Aymard*

Le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle a été marqué par deux ruptures et les débuts de deux transitions à la fois parallèles et complémentaires, dont les développements et les effets à moyen terme restent difficiles à prévoir avec certitude. La première est celle des pays socialistes vers l'économie de marché et la privatisation : générale et ouvertement affichée en Europe comme un objectif à atteindre par les gouvernements en place, elle reste plus discrète et partielle en Asie. La seconde, qui répond ou fait suite à la crise du début des années soixante-dix, touche les économies capitalistes, et apparaît comme une combinaison originale, dans des proportions variables selon les pays, de différents facteurs qui réagissent entre eux. Privatisations, dans tous les pays où existait un secteur public fort. Internationalisation, favorisée par la libre circulation des capitaux. Élargissement du marché à l'échelle mondiale, par l'incorporation de nouvelles zones dans la division internationale du travail, et par le développement des échanges stimulé par la baisse concertée des droits de douane. Organisation multipolaire de l'économie, appuyée, d'une part, en Asie, sur le dynamisme des pays émergents, et, de l'autre, en Europe et en Amérique du Nord, par la constitution de grands marchés communs régionaux. Cette transformation, souvent désignée sous le terme commode mais trompeur, car simplificateur, de « globalisation », est perçue comme marquant une étape à la fois nouvelle et irréversible dans l'histoire du capitalisme et de ses rapports de connivence et de concurrence avec les états.

La conjonction de ces deux « transitions », dont la seconde a contribué à provoquer et à orienter la première, nous invite à préférer à la comparaison, abstraite et théorique, de deux modèles celle, concrète, de deux histoires. L'une,

courte (moins d'un siècle) et en apparence au moins achevée, du socialisme. L'autre, longue (plusieurs siècles) et ouverte sur le futur, du capitalisme.

Dans les pays socialistes européens, l'essoufflement de la planification centralisée était perceptible au moins dès les années soixante-dix. Il a pu pourtant être masqué un temps par l'accroissement temporaire de la rente énergétique (pétrole et gaz) qui a permis à l'URSS de poursuivre de front la course aux armements, l'aide indispensable aux pays du bloc socialiste ainsi que l'amélioration et la diversification de la consommation intérieure (alimentation, électroménager, voitures), mais non les investissements productifs indispensables dans le secteur de la production civile. Mais, dans les faits, le modèle avait cessé d'être crédible à l'Ouest, même dans les rangs des partis communistes les plus fidèles (l'Italie ayant sur ce point précédé la France), dès les années soixante : il y était même contesté « sur sa gauche », petit livre rouge oblige, par un nouveau modèle venu d'Asie, et considéré à la fois comme plus révolutionnaire et mieux adapté aux pays du « tiers-monde » qui achevaient enfin de se libérer de la domination coloniale. Et il avait connu dans les mêmes années au centre de l'Europe (Pologne, Hongrie, mais non en Tchécoslovaquie où le printemps de Prague avait tourné court) ses premiers aménagements, favorables au développement d'un premier et encore bien timide secteur privé ; par ailleurs la collectivisation de la terre n'y avait pas été menée à son terme, et elle avait laissé subsister à la fois des paysans et des formes d'économie paysanne allant d'une marge importante d'autoconsommation à des spécialisations sur quelques *cash-crops* destinées au marché, et bénéficiant de l'aide ou de la tolérance de l'État.

L'effondrement des systèmes socialistes en place, dans la seconde moitié des années quatre-vingt, n'a donc vraiment surpris que ceux, à l'Ouest plus encore qu'à l'Est, qui ne voulaient pas y croire, car ils estimaient, conformément à la doctrine soviétique officielle qu'ils critiquaient par ailleurs, que le politique (et le militaire) pouvaient indéfiniment dominer l'économique. Les seules surprises sont venues de la brutalité et de la rapidité de cet effondrement, et du fait qu'il n'a provoqué ni crise internationale majeure ni menace sérieuse de conflit : la réunification de l'Allemagne, l'éclatement de l'URSS devenue la CEI (Communauté des États indépendants), les tensions inter-ethniques souvent sanglantes dans le Caucase, les revendications autonomistes ou indépendantistes à l'intérieur même de la Fédération de Russie, toutes ces ruptures impensables et leurs conséquences inconcevables quelques années plus tôt, ont été acceptées et presque désamorçées. Pourtant la façon dont fut gérée la transition à l'économie de marché, à travers notamment la privatisation des entreprises publiques, mais aussi la suppression des garanties accordées au travail (plein emploi et protection sociale), la dégradation de la qualité et de la gratuité de grands services publics comme la santé et l'éducation, et la transformation du

rôle assigné à l'instrument monétaire (promis à la convertibilité) maximisaient les risques d'une véritable explosion sociale.

La sortie du communisme n'a pourtant pas unifié, à l'est de l'Europe, un panorama déjà très contrasté. Le socialisme n'avait jamais été un : le modèle soviétique des années du communisme de guerre n'avait jamais été totalement appliqué après 1945 dans les nouvelles démocraties populaires. Nulle surprise donc à constater, derrière une matrice commune, la multiplicité des cas de figure, et donc l'existence de « familles » de systèmes socialistes, qui explique à son tour la multiplicité actuelle des formes de la transition, et la diversité des situations observables dans cette étape de « sortie du socialisme ».

Mais cette multiplicité avait sa place dans le schéma théorique qui servait à présenter et encadrer la mise en place et le développement des systèmes socialistes. La réalisation du socialisme était en effet projetée dans l'avenir, comme un objectif qui ne pourrait être réellement atteint que lorsque le capitalisme aurait été définitivement vaincu et dépassé. En attendant, le socialisme n'existait pas, ou du moins pas encore. En fait, il ne pouvait pas exister. Il était « à construire », et cette construction ne serait menée à bien qu'au terme de la victoire qu'il ne pouvait manquer de remporter, mais à une date et sous une forme qui restaient indéterminées, sur un système capitaliste qu'il prétendait dépasser, mais qu'il devait en même temps vaincre sur son propre terrain. Tous les traits structurels qui semblaient le caractériser pour l'instant étaient expliqués, dans leur différence au modèle idéal de référence, par les nécessités temporaires de cette concurrence entre deux systèmes, mais ils étaient supposés ne pas engager un avenir qui devait prendre, au moins en théorie, des formes radicalement différentes : l'objectif affiché était la disparition de l'État, mais la « transition au socialisme » pouvait se traduire dans la pratique par une généralisation du contrôle de l'État sur l'ensemble du fonctionnement de la société et de l'économie (la propriété, l'allocation des investissements et des ressources productives, la production, la distribution et la consommation, la monnaie, l'accès à l'éducation, le marché du travail, la mobilité de la main d'œuvre, etc.).

Or, c'est précisément cette période de « transition au socialisme » qui a vu, sur le terrain qu'ils avaient eux-mêmes choisi – la compétition avec les régimes capitalistes –, la défaite économique et politique des différents régimes qui, en Europe, s'étaient engagés dans cette voie. Ceux-ci n'ont pas eu ou vu d'autre issue, pour sauver l'essentiel – une société, une identité inscrite dans l'histoire, un État, une place dans l'équilibre international, la continuité des élites sociales et politiques –, que de démanteler volontairement la lourde construction d'encadrement étatique qui avait été mise en place au cours des décennies antérieures. L'inefficacité de celle-ci était devenue évidente aux yeux de tous les responsables, dont beaucoup ne trouvaient que des avantages à mettre en œuvre une privatisation rapide dont ils étaient les mieux placés pour profiter.

Il était donc sans doute inévitable que ce démantèlement se fasse dans le désordre plus souvent que dans l'ordre, que la privatisation prenne plus souvent aussi la forme du pillage des ressources et du patrimoine de la collectivité, et que le discours en faveur du retour à l'économie de marché adopte des formules plus souvent « chirurgicales » ou « sauvages » que rationnellement démontrées. Mais la défaite des régimes socialistes apparaît avec le recul comme la conséquence des réponses données par les économies se réclamant du capitalisme à la crise des années soixante-dix, et que les premiers n'avaient pas su, ni pu envisagé d'imiter. Réponses économiques : économies d'énergie, révolution informatique, rationalisation des entreprises, amorce du désengagement de l'État dans la gestion directe de la production et du marché, ouverture des frontières, élargissement de la division internationale du travail à l'ensemble du monde (la « globalisation » souvent invoquée). Réponses politiques : renforcement de la participation démocratique, nécessaire à l'acceptation des coupes imposées dans les dépenses du *welfare state* (du Portugal à la Grèce en passant par l'Espagne, l'Italie et la France, ce sont des gouvernements à direction socialiste qui imposent dans les années quatre-vingt la fin de l'échelle mobile des salaires). Réponse militaire enfin : de la part du pays *leader* – les États-Unis –, acceptation délibérée durant l'ère Reagan du défi que l'URSS avait cru pouvoir lancer en matière d'armements, et d'une concurrence qui allait signifier pour eux un alourdissement de l'endettement public, mais pour l'URSS une exacerbation des contradictions internes de son économie.

Ces réponses ont en effet amélioré de façon décisive la compétitivité des économies (et des sociétés) occidentales par rapport à leurs concurrentes engagées dans la transition au socialisme, alors même que celles-ci avaient cru pouvoir penser que la crise des années soixante-dix était une crise du capitalisme, qui, par définition, les épargnait. Cette erreur d'appréciation renvoie elle-même à deux explications, présentées tantôt comme distinctes, tantôt comme complémentaires. La première : les régimes socialistes ne constituaient pas, contrairement à ce qu'ils affirmaient d'eux-mêmes une réalité autonome, mais une simple variante, périphérique, du capitalisme, et les solutions qu'ils avaient mises en œuvre s'inscrivaient dans une tradition antérieure de l'histoire européenne, où, de la France à la Prusse, l'intervention de l'État avait visé à rattraper les retards accumulés dans d'autres secteurs sur les États les plus avancés. La seconde : la crise, loin de l'affaiblir, avait renforcé le capitalisme et relancé une dynamique d'élargissement spatial (à de nouvelles régions du monde) et d'approfondissement (dans les régions où il était déjà solidement installé) de sa pénétration. États, régimes, groupes sociaux : tous ceux qui avaient cru pouvoir se placer durablement en marge du système capitaliste se trouvaient brutalement soumis à ses contraintes et à ses règles. Le livre récent de Jacques Lesourne (*Le modèle français : grandeur et décadence*,

Paris, Odile Jacob, 1998), présentant l'économie française à l'heure de la planification comme une économie soviétique qui aurait (temporairement) réussi, s'inscrit assez bien dans cette perspective.

L'un des deux pôles de notre débat – le socialisme – perd ainsi une large part de sa réalité conceptuelle et théorique, dans la mesure où l'on chercherait à la fonder à tout prix sur des expériences historiques concrètes. Pour ses propres partisans, il n'a pas eu le temps de naître, et ses incarnations historiques ne permettaient pas d'en dessiner encore les traits futurs : seule une direction était fixée. Pour ses adversaires ou les observateurs critiques, il n'a jamais vraiment représenté la seconde branche d'une alternative crédible au capitalisme : ces mêmes incarnations historiques n'avaient qu'une existence artificielle et temporaire, et ne pouvaient pas résister durablement à l'épreuve des faits. Toute réflexion sur les systèmes socialistes ayant historiquement existé ou existant encore ne serait donc qu'une variante, à la limite, d'une réflexion sur le capitalisme et sa dynamique historique. Ce que confirme d'ailleurs la tendance majoritaire des analyses actuelles de l'économie chinoise : personne ne lui prête un avenir socialiste, et les débats portent de façon presque exclusive sur les rythmes, les modalités et les étapes intermédiaires de la transition, ainsi que sur la capacité des dirigeants du pays d'en conserver le contrôle politique et d'en surmonter les inévitables à-coups et chocs en retour. L'opposition au sommet des partisans et des adversaires d'un « yuan fort » (Alexandre Adler dans *Le Monde* du 13 juin 1998) en constitue un bon symbole.

La situation du capitalisme est radicalement différente. Comme concept, il n'est pas le produit d'un projet alternatif de type volontariste (ce qu'a été au contraire, depuis Adam Smith, le libéralisme, qui désigne un ennemi, et fixe la direction à suivre), mais d'une réflexion sur le sens et la portée des transformations en cours depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans les sociétés et les économies d'un certain nombre de pays d'Europe occidentale, à commencer par l'Angleterre. F. Braudel aimait à répéter (mais je ne l'ai pas vérifié sur ce point) que Marx lui-même n'employait pas le mot de capitalisme, qui aurait défini un régime déjà stabilisé, mais plus simplement celui de capital, ce qui correspondait de façon plus exacte à son projet. La distinction des deux termes a son importance : le capitalisme serait le système défini par la domination du capital sur l'économie d'abord et, plus largement, sur tous les aspects du fonctionnement des sociétés modernes. Mais ce sont ses adversaires et ses critiques qui en ont dévoilé les traits et en ont ainsi fixé peu à peu le modèle.

Comme tel, le capitalisme n'a en effet jamais fait l'objet d'aucune revendication politique explicite, et ne figure dans aucune constitution qui s'en réclamerait : il se cacherait même, pour certains, derrière les lois fondamentales des démocraties politiques, qui mettent en avant un ensemble de libertés individuelles et de droits imprescriptibles, et il prospérerait à l'abri de ces libertés et de ces droits, qu'au gré des situations concrètes il se plairait à

invoquer, mais n'hésiterait pas non plus à bafouer ou à priver de tout contenu réel. Encore moins constitue-t-il un objectif pour l'avenir, un horizon pour le futur. La formule qui lui conviendrait, car elle résume le mieux tout ce qui le sépare des autres régimes qui l'ont précédé ou, comme le socialisme, prétendaient se substituer à lui, et qui tous affichaient au grand jour leur identité, serait celle de Spinoza : *larvatus prodeeo*, je m'avance masqué. Le masque serait alors le marché, dont le libre fonctionnement est couramment revendiqué par les apôtres du capitalisme comme le plus efficace des principes de régulation sociale et d'optimisation économique. Confirmation supplémentaire, s'il en était besoin : les « institutions du capitalisme » (Williamson) ne se réclament pas de lui. Sans doute n'en ont-elles pas besoin.

Même dans le contexte des décennies d'après-guerre, marqué par l'affrontement entre les deux blocs et l'affirmation d'un « tiers-monde », le capitalisme n'était proposé par ses partisans ni comme un idéal ni comme une fin en soi, mais tout au plus comme un cadre : le cadre le plus efficace d'un progrès économique qui aurait permis de construire une société elle aussi différente, plus respectueuse des droits des personnes, plus favorable à la conciliation des intérêts en présence, et dans laquelle en dernière instance le marché et l'intérêt individuel auraient constitué les meilleurs des régulateurs. D'un côté donc, ses défauts les plus évidents pouvaient être présentés (à l'égal des arguments invoqués à l'Est en faveur du socialisme) comme un prix à payer (à court terme) au nom de l'efficacité à long terme : comme la démocratie politique, l'économie de marché aurait été alors le moins mauvais des régimes possibles. De l'autre, le capitalisme pouvait se prêter à de multiples adaptations et compromis, pour tenir compte des situations concrètes : ces adaptations et compromis allaient du développement du *welfare state* pour faire face, sur le terrain où il avait le plus grand pouvoir de séduction, au défi des régimes socialistes, à la mise en place de régimes autoritaires, notamment militaires (ainsi en Amérique Latine), pour bloquer toute dérive vers le socialisme et toute remise en cause de l'ordre établi. Ou ils allaient encore du soutien apporté à des régimes politiques hérités du passé mais renforcés par la manne pétrolière (ainsi au Moyen-Orient) à l'acceptation de certaines solutions intermédiaires mises en œuvre dans certains pays en voie de développement (ainsi des limites imposées par l'Espagne franquiste ou l'Inde indépendante aux investissements directs de capitaux étrangers). Rares étaient d'ailleurs les états qui n'intervenaient pas dans la vie économique pour orienter et encadrer le fonctionnement concret du marché et de la liberté d'entreprendre : planification et programmation pouvant aller jusqu'au dirigisme, contrôle direct par l'État de certains secteurs, barrières douanières, convertibilité limitée des monnaies, obstacles opposés à la circulation des capitaux, encadrement du crédit, etc.

À l'inverse, le capitalisme ne s'identifiait avec aucun des régimes politiques, économiques et sociaux en place : il les transcendait tous pour se situer sur un

autre plan tout en se renforçant et en se développant à travers eux. Ce qui faisait sa force, mais contribuait à le rendre insaisissable. Son analyse et sa compréhension, son identification même, passaient par une relance permanente d'une démarche critique de l'économie politique. Celle-ci en mettait en évidence les développements, les choix tactiques et stratégiques, les équilibres temporaires et les crises, les réussites et les échecs, les gains et les pertes, les lignes de force et de fuite. Elle lui donnait même une histoire élémentaire, calquée de manière anthropomorphique sur la biographie individuelle des êtres vivants, et sur l'évolution de l'humanité : on pouvait parler ainsi, pour ne citer que les plus courantes des métaphores utilisées à son sujet, de capitalisme « naissant », jeune, adulte, mûr ou pleinement développé, vieillissant ; mais aussi de capitalisme « sauvage », par opposition sans doute à un autre qui se serait « civilisé » en acceptant des règles de conduite (lesquelles ?).

Mais, paradoxalement, et contrairement à toutes les prévisions pessimistes (qui prolifèrent toujours en temps de crise (ainsi dans les années trente et à nouveau dans les années soixante-dix), ce même capitalisme, pour nous en tenir au premier jeu de métaphores, ne mourait jamais, mais semblait capable de prendre, sur place ou plus encore ailleurs, un nouveau départ. Le socialisme n'avait réussi à s'implanter que dans des pays où le capitalisme, encore « tout jeune », n'avait pas atteint son « plein développement » : à la différence du « féodalisme », et malgré, le capitalisme n'a encore jamais historiquement cédé la place à des régimes que l'on aurait pu appeler « post-capitalistes ». Et il manifestait une mobilité géographique surprenante pour un vieillard, investissant tour à tour de nouveaux espaces, où il affichait une forme et une force également triomphantes : les États-Unis, le Japon, les « nouveaux dragons », et, pourquoi pas, l'Asie dans son ensemble...

Tous ces paradoxes apparents, sur lesquels on pourrait ironiser à l'infini, ont le mérite de baliser le terrain sur lequel il peut être utile de concentrer notre réflexion. Ce n'est pas celui, trop théologique à mon goût, d'un capitalisme « un » opposé à la multiplicité de ses incarnations historiques dans des États nationaux ou dans des économies nationales, ni même celui, qui nous a été proposé pour cette rencontre, et qui en constitue une variante, d'une « forme générale » rendant compte et intégrant dans un ensemble doté d'unité et de permanence toutes les formes particulières. Mais celui d'une étude concrète de ce qu'il y a ou de ce qu'il y a eu de « capitaliste » dans les différentes situations historiquement observables et qui ne se résument pas, d'ailleurs, à des états, nationaux ou non, mais incluent aussi des systèmes de relations économiques supra étatiques : hier la Hanse ou l'organisation du commerce à longue distance en Méditerranée, aujourd'hui les multiples formes d'union douanière ou même l'espace des échanges soumis aux règles du GATT.

Un tel choix ne signifie pas le refus de toute forme d'abstraction, de conceptualisation ou de modélisation : un refus que l'économiste serait sans

doute, et pas toujours à tort, porté à reprocher à l'historien, toujours fasciné par les contradictions du réel et réticent face à ce qu'il percevrait comme une simplification. Ce choix a au contraire pour objectif de tenter, en s'attachant à la relecture des réalités historiques identifiables, de se libérer des idées communément reçues et d'échapper à un certain nombre de faux débats, pour replacer dans son contexte ce que l'on a coutume d'appeler le capitalisme. Nous retiendrons pour hypothèse de départ que celui-ci se situe sur un autre plan que les états et les sociétés civiles, et que, même s'il réussit à les remodeler en partie, tout comme il est lui-même remodelé par eux, il ne se confond jamais totalement avec eux. Ou, si l'on préfère, qu'il constitue un système ouvert et nullement achevé de forces et de règles qui n'agit dans l'histoire qu'en interagissant avec d'autres forces et d'autres règles.

Nous renoncerons du même coup, jusqu'à preuve du contraire, à l'hypothèse même d'une cohérence, parfaite ou tendancielle, du social, de l'économique et du politique qui sous-tend les représentations traditionnelles du capitalisme, mais en fausse la lecture et l'interprétation. Et nous admettrons que le capitalisme, comme le socialisme, mais pour des raisons différentes, n'a jamais existé et n'existe pas encore comme système achevé : il s'inscrit au contraire dans une dynamique, d'ailleurs complexe et nullement linéaire, qui désigne un horizon de l'histoire, une projection sur le futur, et il ne s'identifie totalement avec aucune des situations historiques particulières – l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle ou les États-Unis du XX<sup>e</sup> – dont l'exemple a servi à en fixer les traits. Mais des traits qui nous renvoient toujours à leur modèle : la « forme générale » ne saurait faire oublier le cas particulier.

À la question qui nous est posée, de savoir ce qui caractérise « avant tout le capitalisme en général » – « la propriété privée, la coordination par le marché, le caractère monétaire de l'économie, le salariat, l'innovation entrepreneuriale, l'accumulation du capital, ou la combinaison » de tout ou partie de ces éléments, ou d'autres encore – je serais donc tenté de répondre qu'aucun de ces éléments, pris isolément ou même en combinaison avec d'autres, n'est ni nécessaire ni suffisant, ni ne permet de définir en tant que telle une situation capitaliste. Il est vrai que la plupart de ces éléments s'y retrouvent dans la majorité des cas, mais chacun d'entre eux peut se retrouver aussi dans des situations non capitalistes, ou manquer au contraire dans une situation qui pourra être définie sans hésitation comme capitaliste. Les dosages entre les divers éléments envisagés sont affaire de lieu, de moment et de contexte. Tous les indicateurs retenus ne concordent pas à la même date dans l'ensemble du système : le développement de la propriété publique a pu accompagner celui du capitalisme dans la France des « Trente Glorieuses », tout comme les privatisations l'ont accompagné au cours des douze dernières années, et l'on pourra de même enregistrer aujourd'hui une régression du salariat et un progrès



du travail indépendant, notamment dans le cadre de micro-entreprises familiales, dans certains vieux pays industriels, et l'inverse dans d'autres.

S'il en est ainsi, c'est sans doute qu'aucun État, aucune société civile n'est jamais et n'a jamais été totalement capitaliste. S'interrogeant sur l'économie de la fin du Moyen Âge et de l'époque moderne, F. Braudel avait, il y a vingt ans, choisi de distinguer du capitalisme proprement dit – dans lequel il voyait une sorte de niveau supérieur d'organisation de celle-ci, marqué plus souvent par la recherche du monopole que par des situations de concurrence parfaite, peu propices à une maximisation du profit – aussi bien l'économie de marché, surveillée et régulée par les autorités politiques et administratives (qui jouaient leur réputation et même leur légitimité sur l'efficacité de leur contrôle), qu'une économie paysanne fonctionnant pour l'essentiel en dehors du marché, même si elle n'ignorait ni la monnaie ni la présence des villes. Une telle tripartition avait l'avantage de faire, en les plaçant pour l'essentiel à l'écart ou en dehors de la sphère capitaliste stricto sensu, la part à la fois des mécanismes de reproduction économique et sociale – dont la mise en œuvre était laissée à la société civile – et des interventions du politique.

Cette démarche peut être aujourd'hui reprise, systématisée et prolongée jusqu'aux transformations observées durant les deux dernières décennies. Les états d'Europe occidentale, à l'exception de l'Angleterre, n'ont pleinement intégré leurs paysanneries dans l'économie d'échanges que dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, en transférant des campagnes vers les villes et vers des emplois secondaires et tertiaires jusqu'à 20 ou 30 % de leur population totale, et en transformant leurs agriculteurs en entrepreneurs produisant en priorité pour le marché : cette mutation décisive, mais tardive, a accompagné et soutenu leur croissance rapide. Ce faisant, ils ont aujourd'hui épuisé leurs réserves de main-d'œuvre « produite » et formée à bon marché dans un environnement rural, et ils ont même dû se résoudre à en importer du dehors, alors qu'ils avaient tous été, à l'exception de la France, exportateurs nets de ressources humaines, vers le reste du monde puis, au XX<sup>e</sup> siècle, vers leurs voisins européens – l'Angleterre, l'Allemagne et la Scandinavie au XIX<sup>e</sup> siècle, les pays de l'Europe méditerranéenne jusqu'aux années soixante-dix. Construits grâce à l'immigration d'origine européenne, modulée selon leurs besoins mais encore relancée au milieu des années soixante par la redistribution des quotas non utilisés, les États-Unis ont fait de même, en ouvrant plus ou moins largement les portes au cours des dernières décennies à l'immigration asiatique et latino-américaine, et, plus récemment, en acceptant dans le cadre de l'Aléna l'élargissement de leur espace économique proche à leurs deux voisins du nord (le Canada, ce qui n'était pas une véritable nouveauté) et du sud (le Mexique, ce qui marque au contraire une rupture bien plus profonde).

Les deux exemples de l'Europe occidentale et des États-Unis, mais aussi, sur un mode mineur, ceux de Hong Kong ou de Singapour, invitent en fait à reposer

en termes différents une question trop longtemps identifiée avec celle de l'exploitation coloniale d'abord, puis avec celle de la délocalisation des industries de main d'œuvre à faible valeur ajoutée vers des pays à (plus) bas salaires où elles bénéficient en plus des avantages des zones franches : une économie capitaliste peut-elle assurer la reproduction de sa propre société, et peut-elle se passer, y compris chez elle, d'un apport significatif de main-d'œuvre provenant de régions rurales proches ou lointaines vivant pour l'essentiel en dehors d'un environnement capitaliste ? Ou, si l'on préfère, peut-elle compenser par le seul recours à l'innovation et à l'investissement, principaux facteurs de hausse de la productivité, la hausse inévitable des rémunérations et des coûts qu'implique une telle reproduction sur place ? Ou encore, plus simplement : une croissance exclusivement intensive est-elle possible ?

La même question avait, notons-le, commencé à se poser dans certains pays socialistes européens, comme la RDA, avant la chute du mur. La réponse avait alors été trouvée dans l'importation organisée de main-d'œuvre originaire d'autres pays socialistes, mais asiatiques cette fois, comme le Vietnam. Et l'inclusion récente de certains des anciens pays socialistes européens dans la division internationale du travail, montre que l'effondrement de leurs monnaies et de leurs économies a placé, pour un temps, leur main-d'œuvre en position de concurrencer efficacement celle du sud-est asiatique.

Il est significatif de constater que l'apparition, imputable aux processus en cours de mondialisation, de « poches de chômage » au cœur des sociétés industrielles et urbaines par la crise et la restructuration de la production des biens et services que celle-ci a engendrée, a pu contribuer à créer un double marché du travail, l'un précaire et l'autre plus stable, et un double système, très inégalitaire, de rémunérations, mais sans réussir à inverser de façon décisive les tendances antérieures. La société considérée dans son ensemble – l'État, les familles, les associations – a dû accepter de voir transférer sur elle les coûts économiques et sociaux de l'opération : dans les années quatre-vingt, lors de la grande grève du textile de Bombay, la moitié des ouvriers touchés par le mouvement avait pu choisir de retourner dans leur village... Un tel filet de protection, capable d'absorber et d'amortir les chocs en retour, n'existe plus aujourd'hui dans aucun des pays du Nord (ni d'ailleurs, à quelques exceptions près, de l'Est). Mais, en même temps, les sociétés concernées, et leurs gouvernements, résistent, pour des raisons qui ne sont pas seulement économiques, aux pressions qui s'exercent dans le sens d'une ouverture accrue de leurs frontières aux flux migratoires : cette ouverture pourrait pourtant apparaître comme logique, dans le contexte actuel, la libre circulation des travailleurs accompagnant tout naturellement celle, proposée comme un facteur de progrès à long terme, des produits et des capitaux. D'où notre deuxième

question : le protectionnisme, loin de disparaître, se serait-il seulement déplacé des seconds vers les premiers, des produits et des capitaux vers les hommes ?

Sur les deux plans qui viennent d'être évoqués, comme sur beaucoup d'autres, le « capitalisme » n'a pas de réponse propre à donner : celle-ci ne peut passer que par les États et les sociétés en cause, dont les choix s'expliquent à la fois par le poids de leurs traditions historiques, par, de plus en plus, la nécessité de s'aligner sur les choix des pays voisins, en termes de protection sociale comme de politique d'immigration, et aussi (mais en partie seulement, capitalisme oblige) par les contraintes de la concurrence. Mais cette tendance à la convergence s'explique elle-même par l'acceptation de ces contraintes, et en fait par la décision volontaire prise en ce sens par les états eux-mêmes : ils ont compris qu'ils avaient plus à gagner qu'à perdre à les accepter. Alors qu'ils les revendiquaient hier comme une base du consensus social qui fondait leur légitimité politique, ils cherchent en effet à réduire des charges devenues trop lourdes pour leurs finances et à se désengager, au moins en partie de leurs responsabilités. Pas de règle générale, donc, mais une adaptation prudente à un contexte global en train de changer, et dont les perspectives pour l'avenir restent très incertaines, comme le montre le débat qui s'amorce en France sur le financement des retraites.

Parler de trajectoires nationales et de systèmes nationaux est donc dans le même temps nécessaire et insuffisant. Si système capitaliste il y a, il a en effet une double origine historique. La première est, vue de l'Europe (mais d'autres points de vue, notamment asiatiques, seraient sans doute également possibles), le développement à l'échelle méditerranéenne, puis européenne, puis progressivement mondiale d'un système d'échanges à plus ou moins longue distance qui n'a cessé de progresser : ce système est en effet fondé sur la circulation d'un volume croissant, en poids comme en valeur, de produits, sur des formes sans cesse renouvelées et élargies de division du travail entre les pays et les continents, et sur l'implication d'un nombre toujours plus grand de pays et d'hommes dans la production et la consommation marchandes. La seconde est au contraire la mise en place elle aussi progressive de systèmes politiques d'un type nouveau, identifiés dans un premier temps avec l'État moderne, dans un second avec l'État national, qui s'est imposé au XX<sup>e</sup> siècle comme une « technologie » d'application universelle, adoptée, à la faveur de la décolonisation comme un modèle unique de référence dans l'ensemble du monde : tout individu n'a aujourd'hui d'existence juridique reconnue au-dehors que comme citoyen d'un État.

Dès l'origine, ces états, dans leur volonté de renforcer leur contrôle au départ fragile et superficiel sur les sociétés qu'ils encadraient, ont cherché à accroître le volume de leurs ressources financières en encourageant la monétarisation de leurs économies. Celle-ci constituait le meilleur garant possible de la rentrée des impôts. Est-ce un hasard si le « budget » de la République de Venise égale

presque, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, celui de la monarchie française ? Et si celui de l'Angleterre, en 1817, pourtant nettement moins peuplée, est près de deux fois et demie supérieur à celui de la France de la Restauration, contrainte de « vivre du sien » après la défaite de Napoléon ? Pour parvenir à leurs fins, qui leur étaient propres, et améliorer leur position relative dans la compétition qui les opposait à leurs voisins et rivaux, les états ont joué tour à tour, et selon les possibilités qui s'offraient à eux, du laisser-faire, de la contrainte et de l'investissement direct dans les infrastructures (ports, routes, équipements urbains) mais aussi dans certains secteurs de la production (arsenaux, forêts, mines, métallurgie). Et la gestion de leurs finances a constitué, dans la majorité des pays européens, la voie royale d'un premier capitalisme spécialisé dans l'affermage de la perception des impôts directs et indirects, et dans le financement de l'effort de guerre : il faut attendre la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle pour voir les états prendre directement à leur charge le fonctionnement des principaux services publics (assiette et perception de l'impôt, recrutement, équipement et encadrement des armées et des flottes, construction et entretien des routes, poste du courrier), c'est-à-dire le cadre dans lequel peut se développer une économie libérale au sens d'Adam Smith. Pas d'État, donc, sans un certain capitalisme. Mais pas davantage de capitalisme sans État. Entre les deux, le jeu, aujourd'hui encore, est d'autant plus ouvert que les sociétés civiles se révèlent, grâce à la démocratie politique qui s'est imposée sinon comme la meilleure du moins comme la moins mauvaise des formes de gouvernement possibles, plus fortes et plus décidées à dire leur mot.

Les institutions étatiques traduisent, à leur manière, les variations du rapport des forces. Elles combinent toujours, dans leur principe même, des traditions et une volonté de modernisation : donc un respect du passé et une projection sur l'avenir. Mais elles offrent toujours au capitalisme du moment des possibilités de s'y tailler leur place et d'en infléchir le fonctionnement. Entrepreneurs, banquiers et marchands se font en effet volontiers les porteurs d'un discours de rationalisation marquée du double sceau de la nécessité et du progrès : il faut savoir renoncer à des avantages acquis, de toute façon condamnés à échéance rapprochée, pour obtenir dans un futur plus ou moins éloigné des avantages supérieurs et durables. À l'État, donc, de prendre ses responsabilités, de faire et d'imposer des choix à la fois inéluctables et salutaires : le message a tous les caractères de la prophétie autoréalisatrice. Mais le capitalisme évolue lui-même avec les différents états qui constituent ses partenaires obligés, et qui développent entre eux et avec lui des formes toujours nouvelles de concurrence et de coopération.

Engagé dans l'action quotidienne, libéré de sa gangue conceptuelle et théorique, le capitalisme dont nous parlons y gagne une dimension concrète nettement plus proche des réalités historiques observables. Loin d'en enrichir l'analyse, le réduire à tout prix à une forme générale investie d'une permanence

dépassant les accidents de l'histoire contribuerait plutôt à l'appauvrir et à la figer. Mieux vaut donc l'inscrire résolument dans une histoire dont il constitue l'une des clefs de lecture, mais non la seule. Ses espaces de liberté et de manœuvre sont fixés à chaque moment par des états dont il a, au moins jusqu'à une date récente, tendu à renforcer les pouvoirs et les moyens d'intervention et à diversifier les tâches. Son développement a débouché sur la construction de sociétés démocratiques qui ont placé la conciliation des intérêts individuels et collectifs au cœur du débat politique. Mais il a toujours eu besoin, dans ses phases de démarrage et de crise, de multiples coups de pouce volontaristes de la part de l'appareil d'État, et souvent de beaucoup plus que de simples coups de pouce. Loin de provoquer l'uniformisation du monde, il a tendu à creuser, au moins dans une première étape, les hiérarchies entre régions et pays inégalement développés. Mais sa force principale, qu'illustrent bien les deux dernières décennies, réside dans sa capacité d'expansion qui a fait cruellement défaut, par comparaison, au socialisme.

Si l'on cherche à tout prix à définir le capitalisme, on ne peut le faire qu'en mettant l'accent non pas sur son hypothétique unité conceptuelle ou théorique, mais sur la multiplicité de ses formes historiques successives, qui ne se limitent pas à ses différentes incarnations nationales. Si elles présentent certains traits que l'on peut sans doute rapprocher, aucune des étapes ne ressemble vraiment à la précédente. Chaque nouvelle étape va, à sa façon, plus loin que la précédente, et propose une image nouvelle du capitalisme. Pas de capitalisme possible durablement, en effet, dans un seul pays : pas de socialisme non plus, d'ailleurs. À chaque époque, le capitalisme se définit non par référence à une société donnée, mais par rapport à un cadre plus général qui déborde celui des états et des sociétés en présence, et établit entre ces derniers des relations qu'ils ne réussissent pas à contrôler. Ainsi au XVI<sup>e</sup> siècle, selon I. Wallerstein, par une hiérarchie spatiale opposant le centre aux périphéries et aux semi-périphéries. Ou, dans la seconde moitié du même siècle, pour J.-G. da Silva ou F. Braudel, par l'existence des foires de change de Besançon-Plaisance, où, pendant un peu plus d'un demi-siècle, 200 marchands à peine, pour la plupart génois, arbitrent à la fois les cours des emprunts surtout publics à court terme, et les problèmes de balance des paiements entre le sud et le nord de l'Europe : soit une double régulation par le marché du crédit et les cours des monnaies, remise en cause de temps à autre par les banqueroutes – en fait des conversions de rentes – décidées unilatéralement par la monarchie espagnole. Le XIX<sup>e</sup> siècle est au contraire marqué par un renforcement et un renouvellement de la division du travail d'abord en Europe, puis, avec la colonisation, à l'échelle mondiale, entre régions manufacturières et industrielles et entre régions exportatrices de matières premières et de produits agricoles. Mais l'on assiste à la même époque à la montée en puissance des états, appuyés sur des économies nationales dont

ils entendent bien mettre les ressources au service de leurs ambitions et de leurs prétentions, notamment militaires.

C'est ce cadre « supranational », qui avait constitué l'un des deux volets des premières économies industrielles, que les deux dernières décennies semblent avoir sensiblement renforcé : sans s'être encore donné, à de rares exceptions près, toujours négociées pas à pas avec les états en place, ses propres institutions, le capitalisme y a gagné en force et en efficacité. Sous la contrainte des circonstances, les différentes législations nationales ont adopté les infléchissements ou les refontes qui lui étaient présentées comme nécessaires, et accepté le principe d'une coordination par le marché. D'où le recours fréquent à des termes flous comme « globalisation » ou « mondialisation », qui servent à désigner le champ des forces qui échappent au contrôle des états, et à leur assurer au grand jour une efficacité et une capacité de diffusion et de transformation qui leur manquait à l'est de l'Europe. Nul doute qu'on assiste à un élargissement et un approfondissement de l'économie marchande, encouragé et stimulé par les états eux-mêmes, prêts à tous les sacrifices d'amour-propre et à tous les compromis pour attirer les investissements industriels étrangers. Mais y voir, comme certains avaient été tentés de le faire dans les années soixante-dix, une sorte d'étape ultime du capitalisme serait retomber dans l'erreur historique de Lénine, au nom de la même mise en perspective de l'histoire, qui prête au capitalisme une cohérence et une permanence qui feraient à la fois sa force et sa faiblesse, puisqu'elles permettraient de le vaincre et de le dépasser. L'une et l'autre relèvent, là encore, de l'illusion. Si force du capitalisme il y a, elle réside dans sa dynamique, dans sa capacité à remettre en cause les situations acquises, de ne s'identifier durablement avec aucun système national ou international, mais de les utiliser tous, successivement ou parallèlement. Ou, pour être plus précis, dans la nécessité où il se trouve de le faire.

L'étape actuelle de son développement ne constitue donc que l'une des étapes de son histoire. Elle ne rejette pas les étapes antérieures du côté de l'imperfection et de l'inachèvement. Mais elle sera sans aucun doute suivie par d'autres, qui ne manqueront pas de nous surprendre, tout comme celle que nous vivons actuellement depuis bientôt une trentaine d'années nous a également surpris, et à plus d'une reprise : ce qui nous conduira (nous ou nos successeurs) à revoir des prévisions, régulièrement démenties par les faits, et à remettre en question des interprétations et des conceptualisations que nous croyons les mieux établies.

Souligner les contradictions inhérentes au capitalisme tel que nous l'analysons aujourd'hui, pour le présent et pour le passé, ne saurait suffire. Car le système que nous désignons par commodité de ce nom, à partir d'une position d'observation privilégiée par l'histoire, a pu jusqu'ici, et risque de pouvoir longtemps encore, se servir de ces contradictions pour alimenter son propre dynamisme. Qu'il joue à la fois sur l'individualisme et sur des valeurs

partagées, sur la nation et sur le dépassement de celle-ci, sur la différence et sur des conventions d'équivalence, comme le souligne ici-même J. Sapir, tout comme il a su tirer parti de la guerre aussi bien que de la paix : sans aucun doute. Mais, précisément, sa force est de ne pas avoir besoin de choisir, ni de s'enfermer dans un système unique de définitions qui viendrait durablement figer son identité. Et ceci d'autant plus qu'il lui reste encore des marges très importantes de croissance : en dépit de la globalisation tant vantée, ou à cause d'elle, la majorité de la population du monde vit encore, pour l'essentiel, en dehors ou aux limites du marché, et ne demande qu'à y rentrer. À ces réserves potentiellement énormes, même si elles sont limitées, de main-d'œuvre et de consommation, susceptibles de soutenir une croissance extensive, s'ajoutent celles, plus difficiles à mesurer, mais tout aussi réelles, de l'innovation (nouveaux produits et nouvelles technologies), qui constitue au contraire la clef d'une croissance intensive. Le jeu est donc encore très largement ouvert : le moment où le capitalisme devra faire la preuve qu'il peut assurer la totalité des coûts de fonctionnement et de reproduction des sociétés qu'il contrôle, et qu'il constitue un système stable, semble loin d'être atteint.

Même s'il devait arriver un jour, il ne marquerait pour autant ni la fin de l'aventure, ni la clarification du système, enfin contraint de surmonter ses propres contradictions et de rationaliser ses propres pratiques. Car la seule règle qui semble avoir caractérisé son fonctionnement à travers toutes les époques de son histoire, c'est son extrême plasticité, et sa capacité à réincorporer, à réutiliser et parfois à recréer pour ses propres besoins toutes les autres formes d'organisation de la production ; de la consommation, du contrôle et de la rémunération du travail. L'Europe moderne avait ainsi redécouvert un esclavage qui n'existait plus chez elle qu'à l'état résiduel, pour l'exporter vers ses nouvelles possessions américaines, tout comme la colonisation de l'Est passait par le renforcement d'un asservissement paysan en recul à l'Ouest à la même date. Comme l'ont montré avec force Ch. Sabel et J. Zeitlin, la concentration usinière n'a constitué que l'un des pôles de l'organisation de la production industrielle, l'autre étant constitué par les petites et moyennes entreprises, mieux adaptées aux exigences d'une production flexible. L'économie contemporaine joue elle aussi, dans les pays émergents comme dans les vieux pays industriels, des potentialités de l'économie domestique et du travail à domicile ou en petits ateliers.

On pourrait multiplier ainsi les exemples. L'important est de voir qu'ils renvoient tous à la même constatation : le capitalisme échappe à toute identification durable. Il se définit à chaque époque, non par référence à une grille fixe de variables ou à un ensemble constant de traits organisationnels ou structurels, mais par sa capacité à jouer de tout ce qu'il trouve à sa disposition dans les sociétés où il s'implante. À la succession de ses formes dans le temps correspond ainsi leur coexistence dans l'espace à une époque donnée, et en

particulier dans sa phase d'expansion actuelle. L'historien, comme l'économiste, aura donc tout intérêt à résister à la tentation de mettre à tout prix de l'ordre dans ce désordre apparent : ni une théorie des âges successifs du capitalisme, ni la mise en évidence de ses hiérarchies spatiales constamment renouvelées, ne sauraient suffire, quelle que soit leur utilité, à rendre compte de son dynamisme. Son modèle ne permet ni de tout appréhender, ni de tout prévoir. En fait, il est sans cesse dépassé par son histoire.